

[Français]

En premier lieu, le ministre chargé de la situation de la femme travaille actuellement avec ses collègues à la conception d'une stratégie d'emplois pour les femmes. Le programme s'attaquera aux problèmes immédiats auxquels les femmes font face sur le marché du travail et, à plus long terme, allégera le fardeau disproportionné que les femmes doivent supporter dans le troisième âge.

En deuxième lieu, comme on l'a annoncé dans le discours du trône, un comité permanent du Parlement examinera sous peu la question des besoins financiers des retraités dans les années 1980. J'espère que ceux qui seront touchés par les conclusions de cette enquête feront valoir leurs points de vue avec autant de persistance et même avec plus de vigueur que tous ceux qui ont contribué au maintien de l'allocation au conjoint. J'exhorte les parlementaires qui effectueront cette étude à aborder de front le problème des inégalités qui existent toujours dans notre régime de pensions et à se pencher sur les questions épineuses à propos de ceux qui ne sont pas protégés par les lois actuelles. Qu'est-ce qui arrive aux personnes non mariées, aux divorcés et à ceux qui sont veufs depuis peu? Ces questions nous hanteront aussi longtemps que les femmes ne seront pas des partenaires égales dans la population active et ne jouiront pas de l'égalité d'accès aux régimes de pensions et de sécurité.

[Traduction]

Ce bill est à la fois bien réel et symbolique. Il est bien réel en ce sens qu'il remédie à une injustice. Il est symbolique parce qu'il démontre que le gouvernement va s'attaquer aux problèmes de la pauvreté chez les personnes âgées avec énergie et compassion. C'est seulement ainsi que nous pourrions avoir une politique humaine, sensée et d'une vaste portée qui pourra répondre aux besoins des Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir appuyer ce bill. Je voudrais d'abord féliciter le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) car je sais qu'elle a lutté pendant des années pour faire redresser cette injustice. J'espère que lorsque le bill aura passé l'étape du comité un grand nombre de changements auront été apportés car je crois qu'il reste encore bien des injustices. Il est certain qu'une partie des personnes qui lui ont écrit et pour qui elle lutte depuis quelques années ne seront pas réintégrées étant donné que le bill ne remonte en arrière que de six mois. Je suis certain que le député de Kingston et les Îles se rend compte de cela. Le député de Grey-Simcoe (M. Mitges) a, bien sûr, mentionné qu'il aimerait que l'on modifie cela au comité. Nous aimerions que cela soit changé et le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a mentionné que son parti le souhaite également. Je pense que l'état d'esprit est tel qu'il serait possible d'apporter cette modification afin que toutes les personnes qui en ont bénéficié dans le passé soient réintégrées dans leurs droits.

J'aimerais féliciter le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Crombie) de son nouveau poste et l'assurer qu'il bénéficie d'un certain appui de ce côté-ci de la Chambre. Je sais que les mesures prévues par le gouvernement pour imposer des restrictions, céder des sociétés d'État à l'entreprise privée et des responsabilités aux provinces susciteront des difficultés. Cela lui rendra la tâche très difficile. Son travail sera d'autant plus difficile que j'ai l'impression, comme

Sécurité de la vieillesse

bien des députés de ce côté-ci de la Chambre, que son ministère a été réduit à un espèce de service—que le pouvoir qu'il détenait auparavant a été transmis à un genre de comité dirigé par un super-ministre du développement social. Au point où en sont les choses, nous ne savons vraiment pas à qui nous devons poser nos questions car nous ne savons pas trop qui a la responsabilité dans le petit cabinet qui prend les décisions dans le domaine de la santé et du bien-être social. C'est pourtant le ministère par lequel est acheminé à peu près le quart des dépenses du gouvernement.

Nous appuierons le ministre. Je pense qu'il fait de son mieux et il sera fermement appuyé lorsqu'il présentera des mesures de ce genre. Je suis aussi heureux de voir que le ministre a mis en route une révision des pensions. J'espère que cette révision permettra d'améliorer la situation, même si un autre ministre qui occupait un poste maintenant disparu a déclaré que l'on se demandait si le régime de pensions de vieillesse devrait demeurer universel. J'ignore si c'est vrai, mais ce sont les bruits qui courent. Quelqu'un a déclaré que l'universalité était en cause ou que nous devrions en réexaminer les principes parce que nous n'avons pas les moyens de continuer ce que nous faisons.

Je ne sais pas s'il s'agit là de ballons d'essai qu'envoie le gouvernement. La semaine dernière on pouvait voir dans les journaux que le prix de l'essence atteindrait \$1.45 le gallon mais dans ceux de la fin de semaine il était question que ce prix soit réduit à un dollar ou \$1.20 le gallon. La presse a prétendu que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Hnatyshyn) avait rencontré le ministre de l'Alberta à Calgary et qu'ils avaient parlé d'une échelle de prix différente. Le ministre ayant déclaré qu'il n'avait pas rencontré ce ministre à Calgary, nous avons quand même découvert qu'il l'avait rencontré à Saskatoon. Il arrive sans cesse des choses de ce genre, monsieur l'Orateur.

J'ai l'impression que le gouvernement s'imagine pouvoir effrayer les gens en parlant de \$1.45 le gallon d'essence, quitte à ce que ces gens-là s'imaginent s'en tirer à bon compte lorsque le gouvernement ne parle plus que de \$1.20 le gallon. Je crois que c'est exactement ce qui s'est produit dans le cas de cette rumeur à propos des pensions. S'agit-il d'un ballon d'essai à l'intention de la presse? Ainsi, le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) ou son bureau ont fait savoir à la presse qu'il y aurait une réduction de 1.5 milliard de dollars dans les services sociaux ou dans le secteur global du développement social. Ce secteur comprend l'assurance-chômage, le bien-être social, l'assurance-maladie, les pensions—secteur global qui relèverait d'un seul super-ministre. Je lui ai posé la question aujourd'hui, et il m'a répondu que cette rumeur n'était absolument pas fondée. Malheureusement, je n'ai pu savoir avec certitude quelle sera l'ampleur des coupures, mais les rumeurs vont toujours bon train. Ce sera peut-être le même genre d'affaire. Peut-être va-t-on commencer par parler de 1.5 milliard, puis, devant le tollé général, le gouvernement finira par effectuer des coupures de l'ordre de un milliard et tout le monde dira que cela vaut beaucoup mieux. C'est 500 millions de moins. A mon avis, c'est ce qui va se passer.

● (2040)

J'ignore si le gouvernement s'arrange pour que quand la hache tombe, il semble que ce ne soit rien de grave, un effet du hasard. J'ignore comment il s'y prend pour monter une conspiration de ce genre. Il faut être intelligent pour monter une